



Bureau Confédéral - 33 Rue des Vignoles, 75020 Paris

-----Communique de presse du 27 Avril 2015-----

### **JO 2024: Non à la candidature Parisienne !**

**Une opération médiatique se mène actuellement pour légitimer une candidature de la Ville de Paris pour les futurs jeux olympiques d'été organisés par le Comité Olympique International (CIO).** La publication continue de sondages favorables au projet depuis plus d'un an ne doit pas masquer le refus de cette candidature par une grande partie des classes populaires, alors même qu'aucune campagne d'opposition d'ampleur n'existe. **Nous dénonçons ce procédé qui vise à faire passer le vœu PS-UMP pour l'« étape importante » d'une « aventure ».**

**Il s'agit plutôt du coup de sonde d'un bloc capitaliste.** Il agrège d'abord l'institution sportive : le CIO, le CNOSF (Comité National Olympique Sportif Français avec Bernard Lapasset et son sous-comité ad hoc) mais aussi l'État avec le gouvernement Valls, au cœur de ce bloc. La Ville de Paris, qui s'est prononcée en faveur de cette candidature le 13 avril dernier, à quant elle a suivi la volonté de l'Élysée et raconte maintenant une histoire aux enfants. Dans ce bloc, il ne faut pas non plus oublier Paris-métropole, un pool de collectivités territoriales qui veut créer un « Grand paris » concurrentiel s'inscrivant dans la guerre économique entre régions. Bien sûr, diverses multinationales complètent ce tableau pour lui donner toute l'unité nécessaire à une dynamique capitaliste.

**Les Jeux Olympiques sont toujours une valeur pour les puissants mais aussi une pauvreté absolue pour les populations en parallèle.** En appliquant à la lettre l'austérité, la mairie PS a supprimé des classes de découvertes et des « semaines sportives » à Fontainebleau pour les élèves des écoles primaires. Or il est scandaleux que l'on puisse accepter dans le même temps de mettre des sommes pharaoniques ne serait-ce que pour un dossier de candidature : la ville de Tokyo a dû déboursier près de 63 millions d'euros pour obtenir ses jeux d'été de 2020...

**Les retombées économiques à attendre d'un tel événement sont un miroir aux alouettes. Elles ne seront que pour les plus grosses fortunes de ce pays : entreprises du BTP, de l'événementiel ou des médias ... Ainsi, les puissants groupes économiques profiteront de cette occasion pour soutirer, une nouvelle fois, de juteux contrats et de cadeaux aux pouvoirs publics tels que des allègements fiscaux, des allègements de cotisations sociales ou autres partenariats avantageux.**

**Cela entraînera aussi plus de travail précaire, de contrats courts, de chantiers inutiles et de gentrification.** Ce type d'événement est un genre d'ogre qui n'admet pas la concurrence. Autour des installations sportives qui sortiront de terre pour l'occasion, ce sont souvent des quartiers populaires qui voient les loyers augmenter au nom d'installations dont la réutilisation ou la reconversion est souvent une gageure. **D'autant que l'argent public mobilisé par milliards pour ces JO ne sera ensuite plus disponible pour d'autres secteurs d'activité ...**

**Le monde des médias sera également impacté :** des flopées de pigistes verront leur activité augmenter le temps des compétitions tout en étant indisponibles pour traiter d'autres sujets, les budgets qui leurs sont consacrés seront épuisés pour plusieurs mois à la fin des compétitions ... Sans parler de l'appauvrissement de leur travail, perdu dans l'enthousiasme obligatoire qui entoure généralement cette « fête du sport ».

**Avec cette candidature il n'y a aucun investissement pertinent, seulement un coût pour le plus grand nombre. C'est pourquoi aucune « implication populaire » ne doit conforter cette supercherie où les décisions déjà prises par une minorité sportivisée pour une infime minorité de la société voudraient se faire passer pour l'intérêt général.**

**A Paris ou ailleurs : refus et boycott des Jeux Olympiques !**

**La CNT.**